

Flash Economie

3 juillet 2020 - 789

La fin de l'économie de marché ?

Plusieurs tendances récentes des économies vont dans le sens sinon de la fin du moins du recul de l'économie de marché.

Il s'agit par exemple :

- du contrôle d'un nombre croissant de prix d'actifs par les Banques Centrales ; les prix des actifs ne reflètent plus alors les fondamentaux des émetteurs des actifs ;
- de l'insuffisance des signaux-prix et des mécanismes de marché pour respecter les objectifs climatiques, et de la nécessité de réglementations, d'obligations et d'interdictions ;
- de relocalisations volontaristes de production, qui sont inefficaces du point de vue de l'économie de marché ;
- de la montée du nationalisme économique et du protectionnisme, donc de la moindre exploitation des avantages comparatifs.

Il existait déjà bien sûr de nombreuses caractéristiques des pays de l'OCDE qui les éloignaient de l'économie de marché (règles du marché du travail, prix régulés...), ces tendances éloignent encore plus les pays de l'OCDE de l'économie de marché.

Patrick Artus

Tel. (33 1) 58 55 15 00

patrick.artus@natixis.com

 [@PatrickArtus](https://twitter.com/PatrickArtus)

www.research.natixis.com

Le passage d'une économie de marché à une économie administrée

Nous pensons que les pays de l'OCDE, et en particulier les pays de l'Union Européenne, s'éloignent de l'économie de marché et **se dirigent vers une économie administrée**, en raison :

- du comportement des Banques Centrales ;
- particulièrement en Europe, de la nature des politiques climatiques ;
- des relocalisations ;
- du nationalisme économique et du protectionnisme.

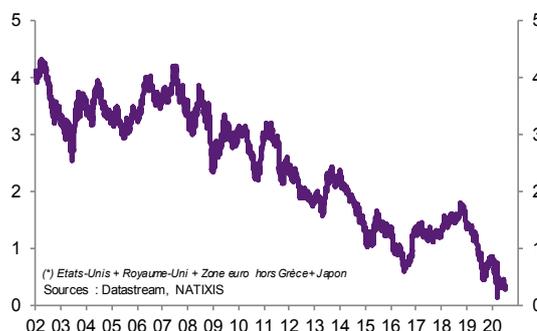
Les prix des actifs financiers ne sont plus des prix de marché

Les Banques Centrales des pays de l'OCDE achètent des actifs financiers de plus en plus nombreux : obligations du secteur public, obligations des entreprises, de qualité de crédit de plus en plus faible, dans certains cas (Japon, Suisse) actions.

Ceci implique qu'au cours du temps :

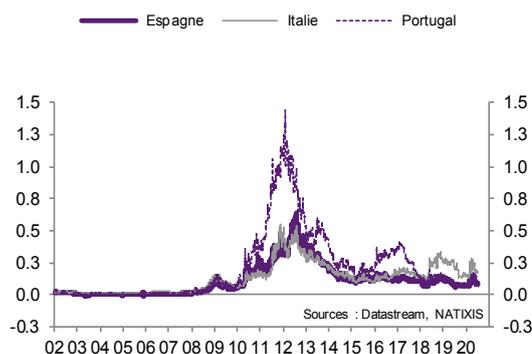
- les taux d'intérêt à long terme (graphique 1) ;

Graphique 1
OCDE* : taux d'intérêt à 10 ans sur les emprunts d'Etat (en %)

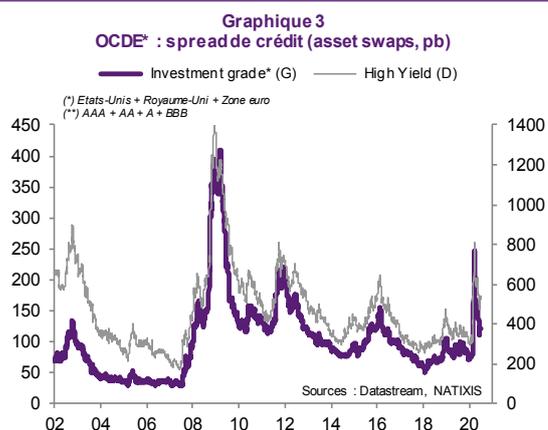


- les spreads de taux d'intérêt des pays, par exemple dans la zone euro (graphique 2) ;

Graphique 2
Ecart de taux d'intérêt à 10 ans sur les emprunts d'Etat avec l'Allemagne (en %)

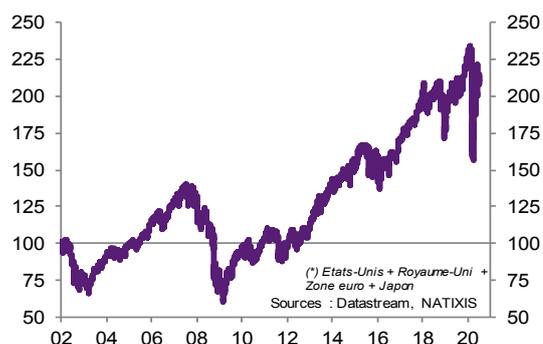


- les spreads de crédit (graphique 3) ;



- et même, de plus en plus, les indices boursiers (graphique 4),

Graphique 4
OCDE* : indice boursier (100 en 2002:1)

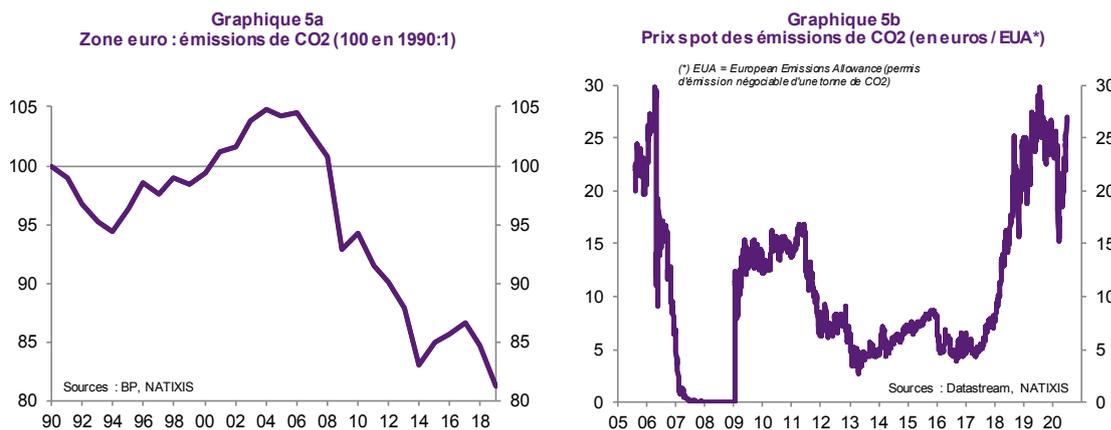


ne sont plus des prix de marché mais sont des prix administrés contrôlés par les Banques Centrales.

Le respect des objectifs climatiques ne pourra pas se faire uniquement par des mécanismes de marché

Ce point concerne particulièrement l'Europe. Pour réduire de 50% en 2030 et 100% en 2050 par rapport au niveau de 1990 les émissions de CO₂ (graphique 5a), un signal-prix et des mécanismes de marché ne suffiront pas.

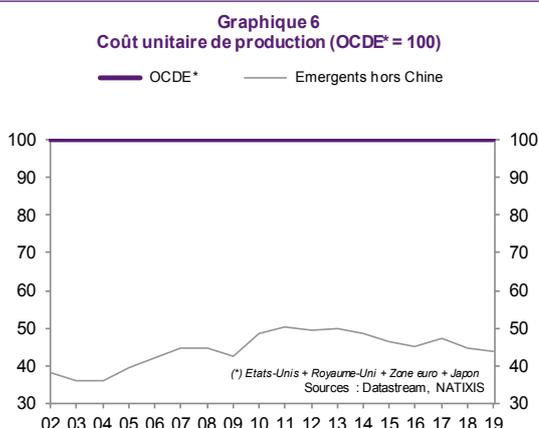
Même si le prix du CO₂ (graphique 5b) était plus élevé, pour diviser par deux ou faire disparaître les émissions de CO₂ il faut, en plus des mécanismes de marché, des réglementations (des émissions de CO₂ par les voitures), des obligations (rénovation de l'habitat), des interdictions (circulation en ville, utilisation de l'avion...).



Il faut donc des contraintes, les mécanismes de marché ne suffiront pas.

Les Etats de l'OCDE veulent réaliser des relocalisations volontaristes de productions

Les Etats veulent relocaliser des productions, pour des productions jugées, à tort ou à raison, stratégiques. Il ne peut pas s'agir d'un mécanisme de marché, quelles que soient les externalités associées à ces relocalisations, en raison de l'énorme écart de coût de production entre les pays émergents et les pays de l'OCDE (graphique 6), qui exclut les relocalisations si elles résultent d'un mécanisme de marché.

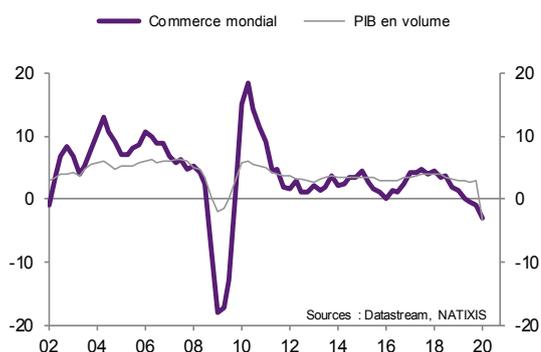


Le nationalisme économique et le protectionnisme progressent

On voit monter dans les pays de l'OCDE le **nationalisme économique** (pression pour acheter les produits du pays, protection contre les acquisitions faites par des entreprises étrangères) et le **protectionnisme** (droits de douane, pressions pour réserver les marchés publics aux entreprises du pays...).

Ceci entrainera une nouvelle **déglobalisation de l'économie (graphique7)**, ce qui n'est pas un mécanisme de marché reposant sur les avantages comparatifs des différents pays qui ne sont plus exploités.

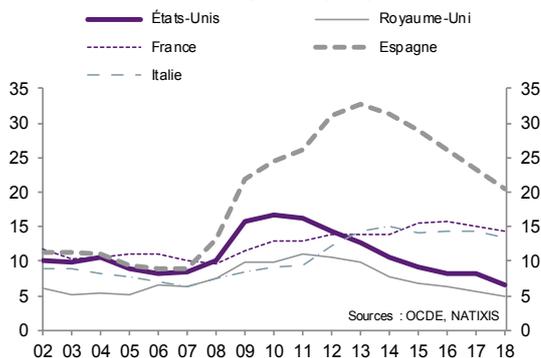
Graphique 7
Monde : commerce et PIB volume
(GA en %)



Synthèse : vers une accélération de la sortie de l'économie de marché

Il existe bien sûr déjà de **nombreuses caractéristiques des pays de l'OCDE qui les éloignent de l'économie de marché** : par exemple dans certains pays, un salaire minimum plus élevé que la productivité des salariés peu qualifiés, qui fait apparaître un chômage élevé des peu qualifiés (**graphique 8**) ; des prix régulés, par exemple pour l'énergie.

Graphique 8
Taux de chômage des personnes ayant une éducation primaire (en %)



Mais on voit aujourd'hui apparaître **plusieurs tendances qui éloignent encore plus les pays de l'OCDE de l'économie de marché** :

- le contrôle des prix des actifs financiers par les Banques Centrales ;
- l'utilisation de contraintes et non de mécanismes de marché pour respecter les objectifs climatiques ;
- les relocalisations volontaristes ;
- le nationalisme économique et le protectionnisme.